Article paru dans « Eléments » (avril 2005)

DE GAULLE, COMME NAPOLEON…

Dans sa présentation de son livre consacré au général de Gaulle, Dominique Venner dit d'emblée qu'il s'« interroge » sur son personnage. Il ajoute qu'il est aujourd'hui nécessaire d'en finir avec un « manichéisme qui brouille tout ». On s'attend donc à le voir instruire à charge et à décharge. Mais le lecteur comprend vite que le de Gaulle de Venner n'a pas grand-chose à voir avec celui de Jean Cau ou de Philippe de Saint-Robert, d'André Malraux ou de Maurice Druon, d'Edmond Michelet ou de René Capitant, du général Gallois, de François-Georges Dreyfus, d'Olivier Germain-Thomas, de Dominique de Roux, de Jean Parvulesco et de tant d'autres. Car cet essai engagé, remarquablement écrit et servi par une documentation toujours bien choisie, est en fait un réquisitoire.

Ce réquisitoire est significativement centré sur la Deuxième Guerre mondiale (sur 281 pages du texte principal, on est encore en 1945 à la p. 200), ce qui permet de constater, une fois de plus, qu'entre ceux qui croyaient qu'il fallait en 1940 signer l'armistice pour gagner du temps et sauver ce qui pouvait l'être et ceux qui pensaient au contraire qu'il fallait continuer à résister à tout prix, les points de vue sont irréconciliables.

Tout au long du livre, Dominique Venner reproche à de Gaulle son entêtement, sa « certitude d'avoir toujours raison », ses mesquineries, ses mensonges, sa « fourberie », ses « sentiments de basse rancune ». Sa conclusion est que le gaullisme n'a jamais été qu'un vaste « coup de bluff », conclusion qui ne manquera pas de renforcer dans leurs convictions ceux qui dénonçaient hier « la Grande Zohra », ou avant-hier le « général micro » (ou le général de brigade « à titre temporaire »). L'ouvrage, en tout cas, égale et rejoint par là d'autres chefs-d'œuvre du genre, tels *Le bilan du gaullisme* de Louis Rougier (1946), le trop méconnu *Réquisitoire contre le mensonge* de Roger Rieunier (1962) ou le *Mauriac sous de Gaulle* de Jacques Laurent (1964).

Disons-le tout de suite : les faits cités par Dominique Venner sont pour l'essentiel exacts – ils apparaissent même d'autant plus vrais qu'ils sont présentés avec un beaucoup de talent. La question est de savoir s'ils épuisent-ils le sujet ? En d'autres termes : n'y a-t-il pas un autre de Gaulle ?

De Gaulle fut très marqué dans sa jeunesse par la lecture de Renan et, surtout, de Maurice Barrès. Venner y ajoute une influence maurrassienne, et même une « proximité intellectuelle avec l'Action française », qui reste discutée[1]. La pensée de De Gaulle, qui fut proche par la suite de Bernanos

et de Maritain, s'inscrit en fait d'abord dans le prolongement de celle de Charles Péguy et, au-delà de celle-ci, de l'œuvre de philosophes comme Bergson ou de grands socialistes français comme Pierre Leroux, dont il partageait la méfiance à l'égard du parlementarisme et la foi dans la pérennité de la patrie[2]. Il n'a d'ailleurs pas caché ce qu'il devait à l'admirable Péguy, qui fut à la fois socialiste dreyfusard et chantre mystique du nationalisme français, et se voulait héritier de l'héroïsme de la Commune comme du sacre de Reims : « Aucun écrivain n'a eu sur moi pareille influence. Je lisais tout ce qu'il publiait [...] Un style. Une culture. Des jugements. Des réactions. Une pensée à la fois d'une extraordinaire continuité, où l'on retrouve sans cesse les mêmes principes, les mêmes idées forces ; et d'une grande mobilité, puisqu'il l'exerce sur des situations changeantes, et qu'il aime aussi changer d'optique »[3]. Continuité, changement d'optique : des mots à méditer.

Comme Péguy, le Général de Gaulle se faisait une « certaine idée de la France ». Une idée abstraite et qu'il identifiait à sa propre personne, disent ceux qui assurent qu'il a toujours « méprisé les Français ». Le fait est que le Général fit souvent preuve de mépris – trait typiquement aristocratique – et qu'il fut rancunier comme un vieil éléphant. Cela ne l'empêcha pas de proclamer constamment la « souveraineté du peuple », qu'il plaçait « au dessus de l'Assemblée »[4], ni de donner pour la première fois aux Français la possibilité d'élire le chef de l'Etat au suffrage universel. Cela ne l'empêcha non plus de jouir auprès d'eux d'une popularité qu'aucun de ses successeurs n'a jamais été capable de retrouver. Tels qu'il les a connus, d'ailleurs, les Français furent-ils dans leur ensemble si souvent dignes d'admiration ? Et ne fallait-il pas, lorsqu'ils se comportaient comme des « veaux », se conforter d'une « certaine idée de la France » ? De Gaulle avait le sentiment aigu que la France dépassait les Français. Aimant la France, il regrettait que ses habitants ne soient pas toujours à la hauteur de ce que leur pays méritait à ses yeux. Mépris ? Disons plutôt déception.

A deux reprises, de Gaulle fut au cœur des guerres civiles dont les Français, justement, ont au cours de leur histoire été si souvent coutumiers. Ce n'est pas lui qui les déclencha, puisqu'elles furent l'une et l'autre la conséquence d'une guerre tout court, qui les avait précédées. Mais il eut en effet à y combattre ceux qui, à l'intérieur de son propre camp, ne partageait pas ses orientations et s'opposaient à sa politique. Qu'il y ait là quelque chose de tragique – au sens de la tragédie grecque – est l'évidence même. De Gaulle fut un personnage tragique. « Le tragique de l'action, écrit Myriam Revault d'Allonnes, c'est précisément qu'elle ne peut répondre à toutes les exigences à la fois »[5]. Ces guerres civiles, comme toutes les guerres civiles, ont laissé bien des plaies à vif. Raison de plus, peut-être, pour ne pas chercher à les perpétuer.

L'affaire algérienne – dont la guerre n'a été qu'un aspect – fut elle-même une affreuse tragédie. Elle fut affreuse pour les Européens d'Algérie, présents sur cette terre depuis des générations, et qui avaient le

sentiment d'être fondés à y demeurer, comme pour le peuple algérien, dont les membres avaient été jusque là traités en citoyens de seconde zone et qui, pour cette raison peut-être, étaient en train d'accéder à une véritable conscience nationale.

Devenue à peu près incompréhensible pour les jeunes d'aujourd'hui, la guerre d'Algérie fut l'occasion de ruptures décisives et de cas de conscience atroces. Dès 1959, selon le témoignage d'Alain Peyrefitte, le général de Gaulle avait compris, au rebours de ce qu'il croyait peut-être encore un an plus tôt, que le maintien de l'Algérie dans la République française n'était, pour toutes sortes de raisons (politiques, économiques et démographiques), ni possible ni souhaitable. « Le général, écrit très justement Venner, n'est pas devenu anticolonialiste par culpabilité ni haine de soi, mais par réalisme et conviction […] Nationaliste et non impérialiste, de Gaulle pensait que chaque peuple a sa propre vocation et doit pouvoir disposer librement de lui-même ». A partir de là, « une logique infernale voulut qu'il s'opposât à des hommes appartenant à sa famille spirituelle », et qu'il n'hésita pas à les traiter en ennemis. Mais le moyen de faire autrement puisque ceux-ci étaient précisément devenus ses ennemis ? Il est bien vrai que les militaires qui défendirent l'Algérie française jusque dans la lutte clandestine avaient un sens de l'honneur et de la parole donnée qui forcent le respect. Leur sens politique – Dominique Venner le sait bien –, tenait, lui, à l'aise sur un confetti.

Venner reproche à de Gaulle d'avoir trompé ses propres partisans, d'avoir écrasé sans remords des hommes attachés aux mêmes valeurs que lui. C'est vrai. Mais n'était-ce pas eux qui faisaient le plus obstacle à sa politique, une politique qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient pas comprendre ? Pourquoi le Général aurait-il fait montre d'indulgence pour ceux qui ne se cachaient pas de vouloir l'abattre ? « Pour sortir de la guerre d'Algérie, écrit Venner, il était peut-être difficile de faire mieux, mais il était impossible de faire pire ». La phrase se retourne aisément : il était peut-être difficile de faire pire, mais il était impossible de faire mieux.

Dans son livre de 1932, intitulé *Le fil de l'épée*, de Gaulle écrit : « L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse. Mais on lui passe tout cela et, même, il en prend du relief s'il en fait des moyens pour réaliser de grandes choses ». Et de citer « les ambitieux de premier rang […] qui ne voient à la vie d'autre raison que d'imprimer leur marque aux événements et qui, de la rive des jours ordinaires, ne rêvent qu'à la houle de l'histoire ». Dominique Venner cite ces paroles comme si elles accablaient leur auteur. C'est pourtant la vérité même. Y a-t-il un seul grand homme qui ait raisonné autrement ?

De Gaulle fut en effet un « ambitieux de premier rang ». Eût-il mieux valu qu'il fût un médiocre tâcheron ? César, Alexandre, Périclès, Louis XI, Richelieu, Bismarck, Napoléon : quel grand homme n'a pas été mû d'abord par la croyance en son étoile ? En sa destinée ? Orgueil, dureté, cynisme,

duplicité, ambition, égoïsme, ruse : y en a-t-il un seul à qui l'on pourrait épargner pareils reproches – et même, un seul qui n'ait pas regardé ces défauts comme autant de qualités ? Un seul qui dédaigna d'avoir recours à la « canaille » pour pourvoir aux « basses œuvres » ? « Je vous étonnerai par mon ingratitude », disait Jules César. Richelieu dans son Testament politique, Napoléon dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*, prirent avec la vérité beaucoup plus de liberté que de Gaulle n'en prit dans ses mémoires. Ce dernier, a-t-on pu dire, s'est servi de la France pour réaliser ses ambitions personnelles. Comme Alexandre se servit de la Grèce pour réaliser les siennes ? Il fut, ajoute-t-on, impitoyable pour ceux qui voulaient lui barrer la route. Napoléon fit-il jamais autrement ? Péguy parlait de ces hommes admirables qui n'ont les mains propres que parce qu'ils n'ont pas de mains. Oui, décidément, comme le disait de Gaulle, « on ne fait rien de grand sans grands hommes, et ceux-ci le sont pour l'avoir voulu ».

Dominique Venner écrit cependant, à propos du Général : « A l'avenir, comme dans le passé, de jeunes idéalistes iront chercher chez lui des leçons de tenue. Et à titre personnel, il fut à cet égard un modèle ». Ses défauts n'auraient donc marqué que son action publique. On comprend par là que la critique que fait Venner est une critique largement morale. Elle s'inspire d'un système de valeurs qui lui fait honneur, et auquel on n'a pas de mal à adhérer. La question qui se pose est celle de la confusion des genres.

La gauche a (souvent) une conception morale de la politique : elle estime que le monde est moralement défectueux et qu'il faut le corriger pour qu'il devienne « plus juste ». Relève de cette approche le vertuisme jacobin, qui veut partout substituer la probité à la corruption et créer un ordre des choses tel qu'« une pente universelle vers le bien s'établisse » (Saint-Just) – ce qui aboutit à la terreur – ou bien exige la « transparence » du champ social, alors que celui-ci a par nature une part d'opacité, bienfaisante et nécessaire. La droite, elle, a (souvent) une conception éthique de la politique : elle croit que les vertus politiques sont le courage, l'honneur, la fidélité à la parole donnée. Elle rêve d'une politique de l'« idéal », exemplairement héroïque, sacerdotale ou sacrificielle. C'est-à-dire qu'elle confond vertus politiques et vertus guerrières, ce qui revient au fond, si l'on veut parler en termes homériques, à exiger d'Ulysse qu'il manifeste les qualités d'Achille – que le renard soit aussi un lion. Dans tous les cas, la morale ou l'éthique constituerait le *topos* qui dirait la vérité ultime du politique – sa vérité non politique. Ces aproches de la politique, si courantes (et estimables) soient-elles, sont autant de formes d'impolitique.

Si l'éthique de conviction se détermine en fonction du préférable, l'éthique de responsabilité se détermine en fonction du possible. La sincérité ne donne donc, en tant que telle, aucun sens politique à l'action publique. C'est pourquoi la politique, dans sa réalité phénoménale, ne peut qu'être soustraite au pur jugement éthique : « Le citoyen de Florence

qui, selon le mot rapporté par Machiavel, préfère la grandeur de la cité au salut de son âme, observe Myriam Revault d'Allonnes, accepte d'utiliser des moyens réprouvés par la morale commune pour l'amour du bien public »[6]. La valeur morale ou l'attitude éthique n'est en fait tout simplement pas un critère du jugement politique. Un poète vaut par ses poèmes, un essayiste par ses essais, un architecte par ses constructions, un musicien par sa musique, un homme politique par sa politique – et rien d'autre.

Ce n'est pas à dire que la politique serait sans rapport avec la morale, faute de quoi elle ne serait qu'une pragmatique sans scrupules, mais qu'elle a sa propre morale : la vertu civique à la base, le sens du bien commun à la tête. Et que les vertus politiques sont politiques avant d'être morales. Non seulement la morale politique ne se confond pas avec l'éthique personnelle ou la morale privée, mais, comme le dit encore Revault d'Allonnes, elle est « une éthique habitée par le sens de la responsabilité et non par la coïncidence avec des motifs relevant du for intérieur et de la conscience intime. Ce n'est pas la vérité de l'homme intérieur qui sanctionne la valeur de l'action »[7]. C'est ce qu'ont bien compris tous les grands théoriciens ou acteurs de la vie politique : Machiavel, Hobbes, Rousseau, Talleyrand, Bismarck ou Max Weber. C'est ce que n'ont jamais compris Codreanu ou Evola.

Qu'attend-on d'un homme politique ? Qu'il ait avant tout le sens du moment historique. Qu'il sache poser un regard physiognomique sur son époque, et qu'ayant pris acte des circonstances, il fixe le cap d'une politique en sachant déterminer les moyens de la mettre en œuvre. Venner admet que de Gaulle, militaire médiocre, fut de ce point de vue un politique « exceptionnel ». « Il avait, écrit-il, une vraie connaissance et une vraie perception de l'histoire. Dans les grandes affaires du monde, il a vu parfois plus loin et plus rapidement que d'autres ». C'est cette remarque, donnée en incidente, que l'on aurait aimé voir développée.

Hostile au parlementarisme comme au libéralisme, méprisant à l'instar de Péguy l'argent et les pouvoirs financiers – dont il sous-estimait néanmoins la puissance –, récusant enfin (déjà !) la division droite-gauche, de Gaulle voulait rassembler le peuple au-dessus des partis. La Constitution de la Ve République, adoptée en septembre 1958 par 80 % des Français, était en grande partie faite pour cela. Elle portait d'ailleurs, par l'intermédiaire de René Capitant, la marque de Carl Schmitt : l'abandon du scrutin proportionnel y conférait au gouvernement la stabilité et l'unicité dont il avait besoin, le célèbre « article 16 » prévoyant même explicitement l'état d'exception. En 1960, la création du nouveau franc permit, elle, d'assainir les finances publiques. Par la suite, le recours au référendum, et l'élection du président de la République au suffrage universel, à partir de 1962, devaient confirmer cette intention de donner à tous les citoyens l'occasion de participer plus activement à la vie publique.

Mais c'est surtout dans le domaine de la politique étrangère – celle qui

compte le plus du point de vue historique – que ce qu'il faut bien appeler le génie gaullien se manifesta de la façon la plus éclatante. En pleine guerre froide, le général de Gaulle fut le seul chef d'Etat occidental à comprendre qu'on pouvait et devait refuser la division binaire du monde, et que l'avenir appartiendrait à ceux qui sauraient maintenir le cap sur une troisième voie. Visant à l'indépendance de son pays, seul moyen pour la France de continuer à jouer un rôle mondial, il sut identifier la menace américaine de façon véritablement visionnaire – comme ne surent le faire, hélas ! aucun de ceux qui, dans son camp, s'opposèrent à lui.

Dès 1959, les forces navales françaises de Méditerranée sont soustraites au commandement intégré de l'OTAN. En janvier 1963, de Gaulle rejette le projet américain de force multilatérale et oppose son veto à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun (veto renouvelé en décembre 1967). Quelques jours plus tard, le Général, qui a très tôt tompu avec la germanophobie de son milieu d'origine[8], signe avec l'Allemagne fédérale un traité d'amitié et de coopération, qui préfigure dans son esprit l'empire carolingien reconstitué et dont l'objet explicite est que l'Europe « soit européenne, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas américaine » (ce qui explique le sabotage dont ce traité fit l'objet de la part des milieux atlantistes d'outre-Rhin). En 1964, c'est la reconnaissance diplomatique de la Chine populaire. En mars 1966, c'est le retrait de la France de l'OTAN. En 1967, c'est l'embargo sur les exportations d'armes à destination du Proche-Orient, suivi en janvier 1969 de l'embargo total sur les ventes d'armes à Israël, qui marque clairement l'orientation de la politique méditerranéenne de la France et sa volonté d'entretenir avec les pays arabes des relations privilégiées.

Rien de tout cela ne relève de la « jactance » ni de la poudre aux yeux. La rupture avec l'OTAN, en particulier, fut un véritable coup de tonnerre dans les relations internationales, dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Il en va de même de la création d'une force nucléaire de dissuasion indépendante (la « force de frappe »), du lancement du premier satellite français, en 1965, du développement des sous-marins nucléaires, de la mise au point d'une ligne stratégique de « défense tous azimuts », etc.

De tels faits retinrent tout particulièrement l'attention d'Armin Mohler qui, correspondant à Paris de la presse de langue allemande de 1953 à 1961, vit en de Gaulle le type même de l'homme politique « révolutionnaire conservateur » et ne cessa de célébrer en lui l'homme de la décision, un « schmittien » par excellence, dont il chercha durant toute sa vie à faire adopter la politique d'indépendance vis-à-vis des blocs par des Allemands paralysés, eux, par la peur de la politique, de la puissance et de l'histoire[9].

La chronologie figurant à la fin du livre de Venner rappelle brièvement ces faits essentiels, mais l'ouvrage lui-même ne leur consacre pas une ligne – pas plus d'ailleurs qu'aux discours historiques prononcés en 1964

au Mexique (« La mano en la mano »), en 1966 à Pnom Penh, contre l'intervention américaine au Vietnam, en 1967 au Canada français (« Vive le Québec libre ! »), ou à tant d'autres du même genre. Cette absence totale de tout commentaire sur la politique extérieure française à l'époque du Général (qui aurait aussi bien pu constituer l'essentiel du livre) surprend évidemment le lecteur, qui a droit en revanche à une série d'affirmations plus accablantes les unes que les autres.

Dominique Venner écrit en effet que de Gaulle se borna finalement à ouvrir « la voie aux germes de la décadence et de la nuit », qu'il laissa « le néant envahir la France », qu'il ne proposa pendant dix ans aux Français que « la seule mystique du relâchement et de la médiocrité ». Il va jusqu'à faire de la vie publique du Général l'« incarnation extrême » du nihilisme – et qui plus est d'un nihilisme défini comme soumission à l'« utilitaire », alors que de Gaulle afficha constamment son mépris pour le confort et la facilité. De tels mots ne sont-ils pas de trop ?

Il est exact que de Gaulle ne vit pas venir Mai 68, qu'il n'interpréta au début que comme un chahut un peu rude. Cela suffit-il à présenter l'événement comme son « enfant adultérin » ? Mai 68 ne fut jamais que le prolongement en France d'un vaste mouvement mondial de la jeunesse (dont les aspirations n'étaient pas toutes critiquables), en même temps que le résultat d'une évolution générale des sociétés sur laquelle aucun pouvoir public ne pouvait avoir de prise. Politique réaliste du type classique, resté en effet, comme l'écrit Venner, « un homme d'avant la Révolution, plus proche de l'époque de Richelieu que de celle de Lénine », le général de Gaulle était assez étranger au monde, sinon des idées (il n'en manqua jamais lui-même), du moins des idéologies. C'est la raison pour laquelle il prêta trop peu d'attention au courants qui agitaient en profondeur la société globale. L'évolution des valeurs et des mœurs était « étrangère aux catégories de sa pensée ».

Dire que « la période qu'il marqua de son empreinte vit aussi s'accélérer le déclin des valeurs qu'il personnifiait », comme si le Général avait été responsable de cette évolution, ou qu'il lui aurait été possible de s'opposer à la modernisation du monde à l'époque des Trente Glorieuses, n'en est pas moins équivoque. L'américanisation de la société française, au demeurant, ne commence vraiment que sous Giscard. Et c'est à l'époque de De Gaulle que la langue française fut le plus énergiquement défendue contre l'usage du « franglais ».

De Gaulle disait en 1958 qu'il faudrait trente ans pour qu'on comprenne ce qu'avait été le gaullisme. Ce qui est sûr, c'est que si le personnage se réduisait à ses défauts, réels ou supposés, il ne serait rien resté de lui après sa mort. C'est le contraire qui s'est passé. Non seulement le gaullisme s'est révélé plus durable et plus substantiel que le bonapartisme, mais même ceux de ses successeurs qui se sont le plus écartés de ses principes n'ont pu faire disparaître totalement l'héritage gaullien. Le gaullisme pourrait à cet égard se laisser comparer au

péronisme – à ceci près, bien sûr, que Tante Yvonne n'avait vraiment rien d'Evita !

Dominique Venner écrit : « Si le capitaine de Gaulle avait été tué à Douaumont en 1916, l'évolution en profondeur de la société française eût-elle été différente ? » Elle n'aurait certainement pas été différente, tant cette évolution a simultanément touché tous les pays développés parvenus à la phase tardive de la modernité, mais bien des choses en revanche auraient certainement été changées. Si de Gaulle avait été tué en 1916, par exemple, il y aurait sans doute aujourd'hui des soldats français engagés en Irak aux côtés des Américains.

On peut exécrer de Gaulle. La vérité oblige à dire qu'au regard de tous les chefs d'Etat qui se sont succédé à la tête de la France depuis un siècle, on n'en voit pas un seul qui lui arrive à la cheville. Et que si, même parmi chez ceux qui le combattirent en son temps, beaucoup le regrettent aujourd'hui, c'est aussi parce qu'ils n'en ont pas depuis connu de plus grand.

Mais c'est précisément le propre des plus grands de nourrir des points de vue inconciliables, d'attirer sur leur mémoire et jusque sur leur nom les jugements les plus extrêmes et les plus opposés. De son vivant comme après sa mort, Napoléon fit lui aussi l'objet d'une « légende noire » en même temps que d'une « légende dorée ». Pour les uns, qui gardaient en mémoire le soleil d'Austerlitz, il fut le catalyseur de l'une des plus prodigieuses épopées de de l'histoire. Pour les autres, il n'était que l'« ogre de l'Europe », celui à qui l'on ne pardonnerait jamais la fusillade de l'église Saint-Roch, la mort de Cadoudal ou l'exécution du duc d'Enghien. Bonapartistes et antibonapartistes ne sont jamais parvenus à se réconcilier. Gaullistes et antigaullistes sont pareillement irréductibles. Cela montre au moins que, dans un cas comme dans l'autre, l'objet de leurs empoignades n'eut rien de médiocre ou de commun.

Le 27 avril 1969, après l'échec du référendum, le général de Gaulle quitte le pouvoir, abattu par la coalition des notables, qui ne voulaient pas de son projet de régionalisation et de réforme du Sénat, de la bourgeoisie, qu'inquiétait son mépris de la « corbeille », et des médiocres, qui ambitionnaient tout simplement de prendre sa place. Il part en Irlande, puis en Espagne. C'est l'amertume qui l'étreint, devant ce qui lui paraît sans doute relever avant tout de l'ingratitude. Cette amertume transparaît dans ce quatrain de Nietzsche écrit alors en guise de dédicace sur un exemplaire des *Mémoires de guerre* offert à l'ambassadeur de France à Dublin : « Rien ne vaut rien / il ne se passe rien / Et cependant tout arrive / Mais cela est indifférent ». Bien qu'elles soient de Nietzsche, contempteur impitoyable du nihilisme, Dominique Venner voit dans ces lignes l'aveu d'un improbable nihilisme gaullien. On peut y voir autre chose. Une certaine équanimité par exemple, une certaine égalité d'âme. « Tout ce qui arrive est adorable », disait Léon Bloy. Tout arrive, et cependant il ne se passe rien. Tout ce que l'on fait ne sert à rien, et pourtant il faut le

faire. Tout est toujours à recommencer. C'est aussi cela la tragédie. Et la grandeur humaine.

La dernière phrase écrite par le Général avant de s'effondrer sur la table de jeu de sa maison de Colombey, au soir du 9 novembre 1970, contient une leçon : « Mais comment n'aurais-je pas appris que ce qui est salutaire à la nation ne va pas sans blâmes dans l'opinion ni sans pertes dans l'élection ? ».

Alain de Benoist

1. Cf. Jacques Prévotat, *L'Action française*, PUF, 2004, p. 79.

2. Cf. Jacques Viard, *Pierre Leroux, Charles Péguy, Charles de Gaulle*, Association des Amis de Pierre Leroux, Aix-en-Provence 2002 ; et *Pierre Leroux, Charles Péguy, Charles de Gaulle et l'Europe*, L'Harmattan, Paris 2004.

3. Rapporté par Alain Peyrefitte, in *C'était de Gaulle*, vol. 2, Fayard-de Fallois, Paris 1988, pp. 188-189.

4. *Mémoires de guerre*, Gallimard-Pléiade, Paris 2000, *Le salut*, p. 843.

5. *Doit-on moraliser la politique ?*, Bayard, Paris 2002, p. 19.

6. Ibid., p. 71.

7. Ibid., p. 13. Sur ce sujet, cf. aussi Eric Werner, « Pascal ou le choix d'Antigone », in *Eléments*, automne 2004, pp. 37-40.

8. Dès octobre 1945, à Mayence, il évoque « l'âme des ancêtres gaulois et francs » et « la cordialité des Germains à l'égard des Gaulois » (*Le salut*, pp. 805-806).

9. Cf. *Was die Deutschen fürchten*, Stuttgart 1965. Armin Mohler s'est toujours posé lui-même en « gaulliste allemand ». Cf. son livre *Die Fünfte Republik*, München 1963, préfiguré par un article-clé : « De Gaulle und die neue Außenpolitik. Aus dem Dualismus der Blöcke wird ein Pluralismus », in *Die Zeit*, 1960, 14, p. 4. Cf. aussi le texte de son débat sur le gaullisme avec François Bondy : « Ein Briefwechsel über den Gaullismus », in *Merkur*, 1964, 9, pp. 860-878.